

Astrid KAISER- FLABA

Expert Comptable
Inscrit au Tableau de l'Ordre de Lorraine

...

Commissaire aux Comptes
Inscrit près la Cour d'Appel de Metz

**RAPPORT DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
Exercice clos le 31 Août 2024
A l'assemblée générale
d'approbation des comptes de

**L'ASSOCIATION FAMILIALE
DE GESTION DE L'EXTERNAT
SAINT PIERRE CHANEL**
33, rue du Chardon
57100 THIONVILLE



1, Place du Pont-à-Seille • 57045 METZ CEDEX 01
Tél. 03 87 39 79 40 • Fax 03 87 39 79 49 • E-mail : akaiser@martinpartners.fr
SIRET : 520 643 438 000 10 N° TVA intracommunautaire : FR 48 520 643 438
Membre d'une association agréée : le règlement des honoraires par chèque est accepté

Aux adhérents de l'association,

I – OPINION

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l' Association familiale de gestion de l'externat Saint Pierre Chanel relatif à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II – FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilité du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé , selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

J'ai procédé à un examen analytique des charges d'exploitation. Les variations les plus significatives ont conduit à des sondages plus approfondis sur les comptes de charges.

J'ai également contrôlé les aspects comptables et juridiques relatifs aux subventions de toute nature reçues par l'association.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV – VERIFICATION DU RAPPORT FINANCIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLEE GENERALE

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

V – RESPONSABILITE DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVE AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI – RESPONSABILITE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et selon les éléments

collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

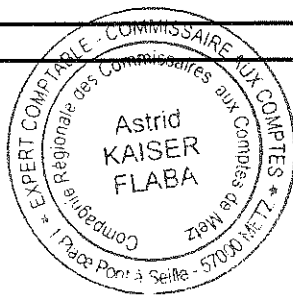
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Metz, le 6 janvier 2025



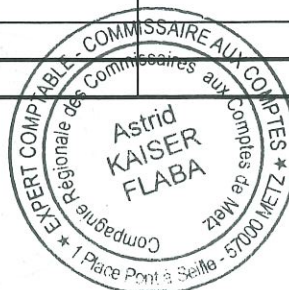
BILAN AU

Net (N-1)	ACTIF	Valeur brute	Amortissement & Provisions	Valeur nette (N)
9 253	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	46 070,39	41 168,55	4 901,84
9 253	- Frais d'établissement			
	- Autres : Logiciels	46 070,39	41 168,55	4 901,84
2 005 148	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	8 727 170,93	6 849 893,65	1 877 277,28
-	- Terrains	-	-	-
-	- Aménagements de terrains	-	-	-
-	- Constructions sur sol propre (et leurs IAA)	-	-	-
589 742	- Constructions sur sol autrui (et leurs IAA)	2 655 910,23	2 180 105,65	475 804,58
1 376 135	- Installations, mobilier et matériel d'activité	5 613 104,84	4 418 061,98	1 195 042,86
-	- Matériel de transport	12 780,00	12 780,00	-
38 565	- Mob/Matériel de bureau et d'informatique	273 205,08	238 946,02	34 259,06
-	- Immobilisations en cours	-	-	-
706	- Avances et acomptes sur immobilisations	172 170,78		172 170,78
83 729	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	103 001,11	-	103 001,11
	- Participations	-	-	-
	- Créances rattachées à des participations	-	-	-
	- Autres titres immobilisés	22 500,00	-	22 500,00
82 243	- Prêts	79 014,74	-	79 014,74
1 486	- Dépôts et cautionnements	1 486,37	-	1 486,37
-	- Autres créances immobilisées	-	-	-
2 098 130	TOTAL ACTIF IMMOBILISE	8 876 242,43	6 891 062,20	1 985 180,23
	COMPTES DE LIAISON			
22 752	STOCKS ET EN COURS	20 915,09	-	20 915,09
22 752	- Divers	20 915,09	-	20 915,09
6 912 079	CREANCES ET COMPTES RATTACHES	8 701 880,23	8 715,29	8 693 164,94
58	- Fournisseurs débiteurs	8 682,32		8 682,32
3 756	- Familles ou élèves	13 282,75	8 715,29	4 567,46
-	- Personnel et charges sociales à récupérer	364,33		364,33
87 998	- Etat et autres collectivités publiques	324 500,00		324 500,00
6 793 028	- Confédérat., Fédérat., Assoc. et Organ. apparentés	8 272 334,57		8 272 334,57
-	- Comptes transitoires ou d'attente			-
27 239	- Débiteurs divers	82 716,26		82 716,26
3 313 282	PLACEMENTS : VALEURS MOBILIERES ET AUTRES	2 900 354,07	-	2 900 354,07
3 307 925	- Placements livrets	2 885 443,24		2 885 443,24
-	- Comptes à terme	-		-
5 357	- Intérêts courus non échus	14 910,83		14 910,83
265 490	DISPONIBILITES	104 099,50	-	104 099,50
265 219	- Banques établissements financiers et assimilés	101 568,15		101 568,15
271	- Caisse	2 531,35		2 531,35
	- Régies d'avance et accreditifs	-		-
250 477	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	296 812,52		296 812,52
10 764 080	TOTAL ACTIF CIRCULANT & ASSIMILES (II)	12 024 061,41	8 715,29	12 015 346,12
	CHARGES A REPART./PLUS. EXERCICES (III)			-
	INTERETS D'EMPRUNT A ETALER			-
				-
12 862 210	TOTAL DE L'ACTIF	20 900 303,84	6 899 777,49	14 000 526,35



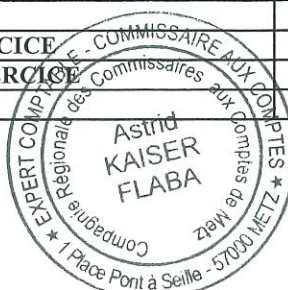
31 AOUT 2024

Net (N-1)	PASSIF			
-	FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE			-
	- Valeur du patrimoine intégré			
	- Fond statutaire			
-	- Subventions d'investissements renouvelables			-
	- Fonds de trésorerie apportés			
	- Libéralités ayant le caractère d'apport			
-	FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE			-
	- Valeur des biens affectés			
	- Valeur des biens non affectés			
	- Libéralités ayant le caractère d'apport			
-	- Subventions d'investissements renouvelables			-
14 189 819	RESERVES			15 522 306,39
	- Réserves statutaires			
	- Réserves d'investissement			
14 189 819	- Réserve générale d'intervention			15 522 306,39
	- Autres réserves non affectées			
- 5 622 215	RESULTAT ET REPORT A NOUVEAU			- 5 963 241,22
- 6 805 857	- Report à nouveau			- 6 954 703,67
1 183 642	- Résultat de l'exercice	BRUT	AMORTISSEMENT	991 462,45
586 607	SUBVENTIONS D'INVEST. AMORTISSABLES	1 519 402,00	519 132,59	1 000 269,41
	- Taxe d'apprentissage			
586 607	- Autres subventions	1 519 402,00	519 132,59	1 000 269,41
9 154 211	TOTAL FONDS PROPRES ET ASSIMILES (I)			10 559 334,58
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
-	- Pour risques			-
1 925 545	- Pour charges			1 811 518,45
1 925 545	TOTAL PROVISIONS (II)			1 811 518,45
	COMPTE DE LIAISON			
909 249	EMP. & DETTES AUPRES DES ETAB. DE CREDIT			762 183,67
906 299	- Capital emprunté			759 717,71
	- Découvert bancaire			-
2 950	- Intérêts et agios courus			2 465,96
	AUTRES DETTES			867 439,65
8 168	- Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			13 280,34
464 905	- Fournisseurs et comptes rattachés			419 433,94
146 716	- Familles ou élèves : avances reçues			150 197,10
201 694	- Dettes relatives au personnel			217 307,76
31 694	- Etat et autres collectivités publiques			35 667,30
-	- Confédérat., Fédérat., Assoc. et Organismes apparentés			-
19 918	- Autres dettes			31 553,21
110	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE			50,00
1 782 454	TOTAL DETTES ET ASSIMILEES (III)			1 629 673,32
12 862 210	TOTAL DU PASSIF			14 000 526,35



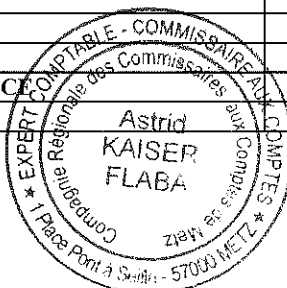
COMPTE DE FONCTIONNEMENT

N° comptes	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Exercice 2023/2024	Exercice 2022/2023
64/63/62	COUTS DE PERSONNEL		
641	- Appointements bruts	1 656 213,26	1 587 406,83
643	- Rémunérations diverses	-	-
645/647	- Charges sociales et assimilées	637 784,09	604 192,34
631/3/8/9	- Charges fiscales et assimilées	126 586,13	121 395,96
648	- Autres charges de personnel	18 624,57	12 534,13
6483	- Charges sociales personnel sous contrat avec l'Etat	63 742,12	58 006,83
621	- Personnel intérimaire et extérieur	40 821,59	26 073,57
649	- Remboursement de charges de personnel (Déduire)	-	-
A	TOTAL COUT DE PERSONNEL	2 543 771,76	2 409 609,66
60	CONSOMMATIONS	1 734 872,63	1 413 607,83
601/603	- Matières premières et variation de stocks	-	-
604.	- Prest. de services incorporées : Restauration	-	-
604.	- Prest. de services incorporées : Entretien	324 611,50	316 996,77
604.	- Prest. de services incorporées	54 524,10	26 739,69
6061	- Energie et fluides	434 187,85	182 112,43
6063	- Fournitures d'alimentation	703 683,29	659 283,03
606.	- Matières, fournitures et petit matériel : Divers	106 861,80	102 087,56
606.	- Matières, fournitures et petit matériel : Pédagogique	55 027,21	66 294,23
607	- Livres et fournitures pour cession aux familles	55 976,88	60 094,12
61	AUTRES CHARGES EXTERNES	1 092 032,83	975 709,17
612.	- Redevances Crédit bail	41 151,00	79 057,44
613	- Locations charges immobilières	562 171,53	482 116,29
613	- Locations mobilières	1 824,09	2 338,19
615	- Entretien et réparations : Biens immobiliers	268 576,18	187 392,01
615.	- Entretien et réparations : Biens mobiliers	29 403,79	51 868,93
615.	- Contrats de maintenance	135 939,79	122 561,43
616	- Primes d'assurances	42 822,74	41 303,83
618	- Documentations et divers	10 143,71	9 071,05
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	246 469,68	228 657,23
622.	- Honoraires	45 985,44	41 978,56
623.	- Informations, publications et relations publiques	21 583,59	13 533,99
624.	- Transports : Biens, élèves, personnel	-	-
625	- Déplacements, missions et réceptions	54 230,06	53 353,89
626/627	- Frais de P.T.T. et services bancaires	33 100,13	31 298,55
628	- Cotisations et divers	91 570,46	88 492,24
63	AUTRES IMPOTS, TAXES ET ASSIMILEES	9 107,99	6 790,80
635	- Impôts et taxes relatifs aux locaux	1 231,00	1 092,00
637	- Autres impôts et taxes	7 876,99	5 698,80
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	16 374,89	6 048,74
654	- Pertes sur créances irrécouvrables	-	-
651/658	- Charges diverses de gestion courante	16 374,89	6 048,74
66	CHARGES FINANCIERES	10 391,74	12 142,27
661	- Charges d'intérêts	10 391,74	12 142,27
668	- Autres charges financières	-	-
68	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	655 495,82	573 926,18
681.	- Dot. aux amortissements : charges de fonctionnement	561 379,72	534 707,59
681.	- Dot. aux amortissements : charges financières	-	-
6815.	- Dot. aux provisions pour risques et charges	91 251,00	36 879,59
6816/6817	- Dot. aux provisions pour dépréciations	2 865,10	2 339,00
B	TOTAL AUTRES COUTS	3 764 745,58	3 216 882,22
C	TOTAL CHGES BRUTES DE FONCT. COURANT (A+B)	6 308 517,34	5 626 491,88
	CHARGES EXCEPTION. ANTER. ET DIVERS		
671	- Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-	-
672	- Charges sur exercices antérieurs	9 017,08	2 958,97
675	- Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	-	-
687	- Dotations aux amortissements et aux provisions except.	126,90	1 342,57
I	TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	9 143,98	4 301,54
K	(C+I) TOTAL DES CHARGES DE L'EXERCICE	6 317 661,32	5 630 793,42
*	(K-L) RESULTAT : EXCEDENT DE L'EXERCICE	991 462,45	1 183 641,65
	TOTAUX	7 309 123,77	6 814 435,07



DE L'EXERCICE 2022/2023

N° comptes	PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	Exercice 2023/2024	Exercice 2022/2023
706	PARTICIPATION DES FAMILLES (ACTIVITES PRINCIPALES)	3 969 548,55	3 648 194,42
7061.	- Participation des familles : enseignement	1 769 836,50	1 675 110,00
7062.	- Participation des familles : restauration	2 199 712,05	1 973 084,42
7063.	- Participation des familles : hébergement	-	-
7064.	- Participation des familles : transport scolaire	-	-
709	RABAIS, REMISES, REDUCTIONS (à déduire)	- 30 771,50	- 31 212,50
D	REDEVANCES NETTES DES FAMILLES	3 938 777,05	3 616 981,92
7065/735	PARTICIPATIONS DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES		
70651/7351	Participation Etat	1 043 650,99	1 045 481,52
70652/7352	Participation Région	648 299,00	630 560,00
70653/7353	Participation Départements	1 027 180,00	955 739,00
70654/7354	Participation Communes		
	SOUS TOTAL	2 719 129,99	2 631 780,52
	AUTRES PARTICIPATIONS		
7066.	Participations par établissements publics		
7067.	Entreprises et organismes privés		
7068.	Autres participations		
	SOUS TOTAL AUTRES PARTICIPATIONS	-	-
E	PARTICIPATIONS DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES PUBLIQUE	2 719 129,99	2 631 780,52
74	SUBV. DE FONCTION. POUR AUTRES ACTIVITES		
741	- Subventions Etat	4 728,00	10 969,20
742	- Subventions Région	19 421,00	2 524,00
743	- Subventions Département	-	-
744	- Subventions Commune	-	-
746	- Subventions par Etablissements publics	-	-
747	- Subventions par entreprises et organismes privés	-	-
748	- Subventions autres	2 703,36	40 307,00
749	- Report de subventions (à déduire)	-	-
F	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	26 852,36	53 800,20
708	PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES	252 926,37	245 663,94
7081	- Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel	42 294,37	41 039,13
7082	- Prestations annexes aux élèves	210 632,00	204 624,81
7083	- Prestations diverses aux tiers	-	-
7086	- Prestations diverses de formation permanente	-	-
		-	-
701/743	CESSIONS OU VENTES DE PRODUITS	-	-
72	PRODUCTION IMMOBILISEE	-	-
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	18 941,30	21 967,13
754	- Collectes et dons affectés à la gestion scolaire	-	-
755	- Remboursement des frais	8 930,00	7 579,89
757	- Quote-part éléments des subv. Équipements affectées au résultat	-	-
758	- Autres produits divers de gestion courante	10 011,30	14 387,24
76	PRODUITS FINANCIERS	20 616,65	6 763,71
777	QUOTE PART DES SUBVENTIONS D'INVEST. VIREE AU RESULTAT	75 941,56	95 228,41
78	REPRISE AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	205 277,55	89 922,50
7815	- Reprise sur provisions pour risques	205 277,55	89 922,50
7816	- Reprise sur provisions pour dépréciations	-	-
789	- Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	-	-
790	- Transfert de charges	32 884,84	30 941,65
G	AUTRES PRODUITS	606 588,27	490 487,34
H	TOTAL DES PRODUITS DE FONCT. COURANT	7 291 347,67	6 793 049,98
	PRODUITS EXCEPTIONNELS, ANTERIEURS & DIVERS		
771	- Produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	-
772	- Produits sur exercices antérieurs	17 776,10	14 980,09
775	- Produits des cessions d'éléments d'actif	-	-
787	- Reprise sur provisions exceptionnelles	-	6 405,00
J	TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	17 776,10	21 385,09
L	(H+J) TOTAL PRODUITS DE L'EXERCICE	7 309 123,77	6 814 435,07
*	(K-L) RESULTATS : DEFICIT DE L'EXERCICE	-	-
	TOTAUX	7 309 123,77	6 814 435,07



PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES DE BASE

Les comptes annuels de l'exercice du 01/09/2023 au 31/08/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du Plan comptable des établissements d'enseignement privés.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exercice
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

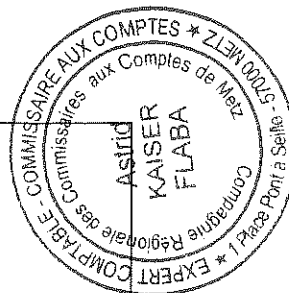
et conformément aux règles générales de l'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.



TABLEAU DE MOUVEMENT DES IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

	IMMOBILISATIONS			AMORTISSEMENTS		
	Valeurs au début de l'exercice	Acquisitions	Cessions et mises hors service	Valeurs en fin d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions
I - Immobilisations incorporelles						
Autres : Logiciels	51 105,19	547,40	5 582,20	46 070,39	4 904,93	5 582,20
II - Immobilisations corporelles						
1. I.A.A. sur sol autrui	2 655 910,23			2 655 910,23		
2. Mobilier et matériel d'activité						
- Communs enseignement	1 547 708,37	5 070,14		1 552 778,51		
- Lycée	666 922,28	15 388,95	126,90	682 184,33		
- Collège	691 959,14	184 463,37		876 422,51		
- Culte	18 046,32			18 046,32		
- Demi-Pension	2 163 836,28	31 170,72	2 645,68	2 192 361,32		
- Communs aux locaux	260 516,90	9 293,76	5 551,40	264 259,26		
- Gestion associative	27 052,59			27 052,59		
3. Matériel de transport	12 780,00			12 780,00		
4. Mobilier et matériel de bureau et info.						
- Matériel de bureau	153 199,65	4 425,16		157 624,81		
- Mobilier	108 129,22	7 451,05		115 580,27		
5. Immobilisations en cours						
6. Avances et acomptes sur immob.	705,95	172 170,78	705,95	172 170,78		
	8 306 766,93	429 433,93	9 029,93	8 727 170,93	556 601,69	8 323,98
III - Immobilisations financières						
1. Parts sociales BPL		22 500,00		22 500,00		
2. Prêts investissement construction	82 242,74	-	3 228,00	79 014,74		
3. Dépôts et cautionnements	1 486,37	-	-	1 486,37		
Total actif immobilisé	8 441 601,23	452 481,33	17 840,13	8 876 242,43	561 506,62	13 906,18
Modalités d'amortissement					126,90	
- Logiciels						
- I.A.A.						
- Mobilier et matériel d'activité						
- Matériel de transport						
- Matériel de bureau						
- Mobilier de bureau						



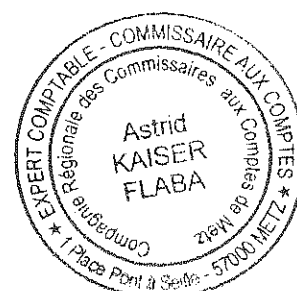
**ETAT ET ECHEANCES DES CREANCES
A LA CLOTURE DE L'EXERCICE**

	Totaux	< 1 an	> 1 an
<u>Immobilisations financières</u>			
- Prêts investissement construction	79 014,74	3 246,00	75 768,74
- Dépôts et cautionnements	1 486,37		1 486,37
	80 501,11	3 246,00	77 255,11
 <u>Créances et comptes rattachés</u>	 8 693 164,94	 1 144 366,56	 7 548 798,38
- dont Association DDL	8 278 198,38	729 400,00	7 548 798,38
 <u>Charges constatées d'avance</u>	 296 812,52	 246 538,12	 50 274,40
	8 989 977,46	1 390 904,68	7 599 072,78



TABLEAU DES PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

	Montants au début de l'exercice	Dotation de l'exercice	reprises de l'exercice	Montants à la fin de l'exercice
<u>I - Provisions pour risques et charges</u>				
1. Provision p. gros entretiens	1 718 050,00	65 832,00	205 277,55	1 578 604,45
2. Provision p. risque et charge	-	-	-	-
3. Provision pour retraite	207 495,00	25 419,00	-	232 914,00
	1 925 545,00	91 251,00	205 277,55	1 811 518,45
<u>II - Provisions pour dépréciation</u>				
- Créances familles ou élèves	5 850,19	2 865,10	-	8 715,29
	5 850,19	2 865,10	-	8 715,29
	1 931 395,19	94 116,10	205 277,55	1 820 233,74
Dont exploitation	1 931 395,19	94 116,10	205 277,55	1 820 233,74
financier	-	-	-	-
exceptionnel	-	-	-	-



MOUVEMENTS DES FONDS ASSOCIATIFS

FONDS ASSOCIATIFS :

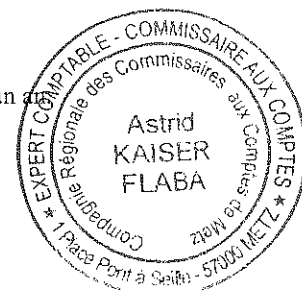
- Réserve générale d'intervention		15 522 306,39
Situation en début d'exercice	14 189 818,55	
Affectation du résultat n-1	1 332 487,84	
- Report à nouveau		
- Report à nouveau de la gestion scolaire		8 259 267,28
Situation en début d'exercice	- 8 110 421,09	
Affectation du résultat n-1	- 148 846,19	
- Report à nouveau de la gestion propre		1 304 563,61
Situation en début d'exercice	1 304 563,61	
Affectation du résultat n-1	-	
- Résultat de l'exercice		991 462,45
- Subventions d'investissements		1 000 269,41
Situation en début d'exercice	1 121 356,00	
Percues au cours de l'exercice	489 604,00	
Régularisations subventions	-	
Subventions totalement amorties	- 91 558,00	
Amortissements pratiqués	- 519 132,59	
Total des fonds associatifs		10 559 334,58

ETAT ET ECHEANCES DES DETTES

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :

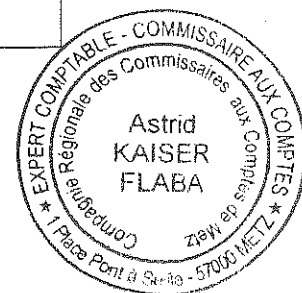
	Totaux	A 1 an au +	Entre 1 et 5 ans	A+ de 5 ans
- Emprunt BPL 1 750 k€	762 183,67	150 806,36	611 377,31	-
	762 183,67	150 806,36	611 377,31	-

L'ensemble des autres dettes figurant au bilan soit 867 439,65 € est à échéance de moins d'un an



BILAN SOCIAL
TABLEAU DE REPARTITION DES EFFECTIFS DU PERSONNEL

SERVICES	EFFECTIF		EFFECTIF		EFFECTIF	
	EXERCICE 21/22		EXERCICE 22/23		EXERCICE 23/24	
	H	F	H	F	H	F
Fonctionnement des locaux						
- Ateliers d'entretien	2		2		2	
- Personnel de ménage		1				
- Personnel de cuisine	4	16	4	15	4	15
- Apprenti cuisine						
Total fonctionnement des locaux	6	17	6	15	6	15
Encadrement éducatif						
- Surveillance générale	6	10	6	10	6	11
- Responsable orientation		1		1		1
- Responsable informatique	1		1		1	
- Médecin scolaire						
- Infirmière		1		1		1
- Responsable pastorale	1		1		1	
- Responsables de niveaux		3	1	1	1	1
Total Encadrement Educatif	8	15	9	13	9	14
Administration générale						
- Directeur - Adjoints	3		3		3	
- Attachée de gestion		1		1		1
- Intendante		1		1		1
- Comptable	1		1		1	
- Secrétaire administrative		5		5		5
- Chef de chantier						
Total Administration générale	4	7	4	7	4	7
Total du Personnel non enseignant	18	39	19	35	19	36
Professeur sous contrat ou délégués	137		135		138	
TOTAL GENERAL	194		189		193	



CRITERES DE VENTILATION DES CHARGES

1° Charges communes d'enseignement

Leur ventilation s'effectue proportionnellement aux effectifs respectifs du Lycée et du Collège et en tenant compte d'une pondération calculée à partir des montants des forfaits obtenus respectivement, soit :

Lycée :	870 élèves x indice de pondération	0,983	855	39%
Collège :	1 315 élèves x indice de pondération	1,000	1 315	61%
				2 170 100%

2° Charges de fonctionnement des locaux

La surface totale des locaux utilisés ayant été évalués à 19 174 m² se répartit comme suit :

	m ²	Pourcentage
- Administration générale	1 185	6,18%
- Demi-pension	2 153	11,23%
- Enseignement	15 836	82,59%
19 174		100,00%

3° Charges d'administration générale et de surveillance

Ces dernières étant communes à l'ensemble des activités, il convient de les répartir entre l'enseignement et la demi - pension.

En pondérant les effectifs de la demi - pension d'un coefficient de 0,25, on obtient la répartition suivante :

- Demi - pension :	1 900	0,25	475	18%
- Lycée :	870	1	870	33%
- Collège :	1 315	1	1 315	49%
			2 660	100%



EVALUATION D'UN LOYER INTERNE NORMAL

- Surface totale des locaux	19 174 m2
- Surface de l'extension du self	159 m2
- Surface de base du loyer interne	19 015 m2
- Valeur estimée sur la base d'un coût moyen de 1 476 € au m2 soit :	28 066 140 €
- Loyer évalué en tenant compte d'un taux de 7% soit :	1 964 630 €
- La répartition en fonction de la ventilation des charges de fonctionnement des locaux et de la surface de l'extension du self donne :	

Administration générale :	6,23%	122 396 €
Demi - pension :	10,49%	206 090 €
Lycée :	39% de 83,28%	638 096 €
Collège :	61% de 83,28%	998 048 €
		<hr/>
		1 964 630 €



RESULTAT EXCEPTIONNEL**- Produits exceptionnels :**

- Produits sur opérations de gestion	-
- Produits sur exercices antérieurs divers *	17 776,10
- Produits des cessions d'éléments d'actif	-
- Reprise sur provision créance	-
- Reprise sur provisions risques et charges exceptionnelles	-
- Transferts de charges exceptionnelles	-

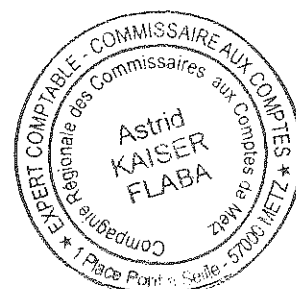
17 776,10
- Pertes exceptionnelles :

- Pertes sur exercices antérieurs divers *	9 017,08
- Créances irrécouvrables	-
- Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	-
- DAP pour risques et charges exceptionnels	-
- Pertes exceptionnelles diverses	
- Divers	-
- Dons	-
	-
- Dotations aux amortissements exceptionnels	126,90

9 143,98
Excédent exceptionnel :

8 632,12

* Dont profit exceptionnel Gestion propre



ENGAGEMENTS HORS BILAN

ENGAGEMENTS	Donnés	Reçus
Caution Emprunt BPL 1750 k€	-	1 750 000
Intérêts non couru non échus sur emprunt BPL	25 095	
Engagement de location financière GRENKE	-	
Engagement sur les crédits baux LOREQUIP BAIL	-	
Avals et cautions		
Engagement en matière de retraite	-	-
Autres engagements donnés	-	-
TOTAL	25 095	1 750 000

